

- 6 -

Document No. 160 ~~162~~ ¹⁶⁰
de la Session 1975
le 27 juin

M. Forget

AVANT-PROJET DE LOI

LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

ATTENDU que tout enfant a droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu;

ATTENDU qu'un enfant peut être placé dans des situations où le respect de son droit à la protection et à la sécurité rend nécessaire une intervention extérieure;

ATTENDU qu'il y a lieu de favoriser l'application de mesures volontaires de protection;

ATTENDU que tout enfant a droit, en pleine égalité, à une audition impartiale par un tribunal indépendant et qui ne soit pas préjugé;

ATTENDU que l'appréciation de la conduite d'un enfant doit tenir compte de son degré de maturité.

A CES CAUSES, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DEFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:
 - a) "enfant": une personne célibataire âgée de moins de 18 ans;
 - b) "Commission": la Commission de la protection de la jeunesse, instituée par l'article 11;
 - c) "Cour": la Cour de bien-être social établie par la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) ou tout juge de cette Cour;
 - d) "directeur": le directeur de la protection de la jeunesse, dans un centre de services sociaux;
 - e) "parents": le père et la mère d'un enfant ou celui d'entre eux qui en a la garde de droit ou de fait ou, à défaut, son tuteur ou son gardien de droit ou de fait;

f) "règlement": tout règlement adopté en vertu de la présente loi;

g) "secrétaire": le secrétaire d'un comité local d'orientation, établi en vertu de l'article 24.

Les expressions "centres de services sociaux", "centres d'accueil", "famille d'accueil" et "établissement" ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

CHAPITRE II

DROITS DES ENFANTS

2. L'intérêt des enfants doit être le motif déterminant des décisions qui sont prises à leur sujet en vertu de la présente loi.

3. Ces décisions doivent tendre à maintenir les enfants dans leur milieu familial naturel.

Si les enfants n'ont pas de famille ou si le retrait du milieu familial s'impose, les enfants ont droit à des conditions de vie et de développement se rapprochant le plus de celles d'un milieu familial normal.

4. Les enfants et leurs parents ont le droit d'être informés le mieux possible des droits que leur confère la présente loi.
5. Les personnes et les tribunaux appelés à prendre des décisions au sujet d'un enfant en vertu de la présente loi doivent donner à cet enfant et à ses parents l'occasion d'être entendus.
6. Les centres d'accueil ne peuvent prendre de mesures disciplinaires contre les enfants qu'ils hébergent que conformément à des règles internes qui ne doivent pas déroger aux règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe b de l'article 128.

Les règles internes doivent être affichées bien en vue dans l'établissement et copie doit en être remise par l'administration, à demande, aux enfants et à leurs parents.

7. Les familles d'accueil ne peuvent prendre de mesures disciplinaires contre les enfants qu'elles hébergent que conformément aux règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu du paragraphe b de l'article 128.
8. Les enfants doivent être consultés avant d'être transférés d'un centre ou famille d'accueil à un autre centre ou famille d'accueil.
9. Les enfants hébergés dans les centres ou familles d'accueil ont droit d'adresser du courrier en toute confidentialité à leurs parents, frères, soeurs ou ascendants, à leur avocat, aux directeurs, à la Commission, au Protecteur du citoyen, aux membres de l'Assemblée nationale ainsi qu'aux juges et greffiers de la Cour.

10. En cas de difficulté d'interprétation de certaines dispositions de la présente loi, que les règles ordinaires d'interprétation ne permettent pas de résoudre convenablement, l'interprétation la plus favorable à l'intérêt de l'enfant doit être retenue.

CHAPITRE III

ORGANES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE

Section 1 - Commission de la protection de la jeunesse

§ 1 - Formation et pouvoirs

11. Un organisme est institué sous le nom de "Commission de la protection de la jeunesse".
12. La Commission se compose de 10 membres choisis parmi les personnes qui, en raison de leurs activités, sont susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes de la jeunesse et qui sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation conjointe

du ministre de la justice et du ministre des affaires sociales.

La Commission comprend également le sous-ministre de la justice ou son délégué et le sous-ministre des affaires sociales ou son délégué, qui sont membres de la Commission à titre consultatif et n'ont pas droit de vote.

13. Le président et le vice-président sont nommés pour une période qui ne peut excéder 10 ans et qui, une fois déterminée, ne peut être réduite.

Les autres membres de la Commission autres que ceux visés au dernier alinéa de l'article 12, sont nommés pour 3 ans. Trois des premiers membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sont nommés pour un an, trois pour 2 ans et les deux autres pour 3 ans.

Un membre qui fait défaut d'assister à 4 séances consécutives et qui ne donne pas au président de la Commission des motifs valables de son absence, cesse d'être membre.

14. Chacun des membres de la Commission, y compris le président et le vice-président, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.
15. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de la Commission autre que le président et le vice-président est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre.
16. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les indemnités et les allocations de présence auxquelles les membres de la Commission ont droit ainsi que le traitement du président et du vice-président. Ce traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.
17. Le président et le vice-président doivent exercer leurs fonctions pour la Commission, à plein temps.

18. Le président est responsable de l'administration et de la direction de la Commission.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

19. La Commission est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation.

20. Le quorum de la Commission est fixé à 7 membres, dont le président ou le vice-président.

21. La Commission a son siège social à l'endroit déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la Gazette Officielle du Québec.

La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

§ 2 - Fonctions et devoirs de la Commission

22. La Commission doit:

- a) veiller à ce que la protection sociale et judiciaire soit rendue accessible à tout enfant dont la sécurité, le développement ou la santé sont en danger au sens de la présente loi;
- b) instituer des conseils de surveillance régionaux de la protection de la jeunesse, conformément à l'article 33, et veiller à ce que les activités de ces conseils soient conformes à la présente loi et aux règlements;
- c) favoriser la protection des enfants soumis à des mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence;
- d) promouvoir le développement de programmes d'information destinés à renseigner la population en général et les jeunes en particulier sur les droits des enfants et la protection que leur assure la présente loi;
- e) favoriser la poursuite d'études et d'enquêtes et l'établissement de statistiques sur la protection de la jeunesse;

- f) sous réserve des pouvoirs des corporations professionnelles à cet égard, prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'intégrité des relations entre les professionnels à son emploi et les personnes qui reçoivent leurs services;
- g) adresser les recommandations qu'elle croit appropriées aux ministres des affaires sociales et de la justice;
- h) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien d'une caisse de retraite ou d'un régime de rente de retraite en faveur de ses employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1ère session, chapitre 25);
- i) établir un comité administratif formé d'au moins trois membres, dont le président de la Commission, qui le préside, le vice-président et tout autre membre de la Commission nommé annuellement par les membres de la Commission réunis en assemblée générale qui en déterminent les fonctions, pouvoirs et devoirs.

23. La Commission nomme et rémunère les employés nécessaires à l'exercice de ses fonctions, suivant les normes et barèmes établis à cette fin par règlement de la Commission, soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

§ 3 - Comités locaux d'orientation

24. La Commission, par règlement soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, établit un comité local d'orientation dans chacune des régions qu'elle détermine en tenant compte des divisions administratives et des districts judiciaires.
25. Chacun des comités est composé de 3 personnes, dont un avocat désigné par le ministre de la justice, une personne déléguée par le centre de services sociaux ayant juridiction sur le territoire, parmi les personnes oeuvrant dans ce centre, et un autre membre du conseil de surveillance de la région constitué en vertu de l'article 33.

Les limites du territoire sur lequel a juridiction un centre de services sociaux sont déterminées par règlement adopté en vertu du paragraphe g de l'article 128.

26. Les services fournis par un comité local d'orientation doivent être accessibles en permanence, tous les jours de la semaine, 24 heures par jour.
27. La Commission détermine, par règlement soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, les cas et circonstances dans lesquelles un membre d'un comité local d'orientation peut, seul, prendre une décision au nom du comité.
28. La Commission nomme, parmi ses employés, des personnes qui agissent comme secrétaires des conseils de surveillance et des comités locaux d'orientation, ainsi que toutes autres personnes nécessaires au bon fonctionnement de ces conseils et comités.
29. L'administration courante d'un comité local d'orientation relève du secrétaire.

La Commission détermine, par règlement soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, les modalités de l'exercice de ses fonctions par le secrétaire.

30. Parmi le personnel d'un comité local d'orientation, la Commission autorise par écrit les personnes qu'elle désigne à s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déférée. Ces personnes jouissent de tous les pouvoirs d'un agent de la paix. Elles peuvent pénétrer, en tout temps convenable, dans tous lieux dans lequel se trouve, présumément, un enfant soumis à des mauvais traitements physiques ou un enfant placé en hébergement obligatoire et y interroger tout témoin.

31. Commet une infraction quiconque refuse de répondre à une personne visée à l'article 30, la trompe ou l'empêche, de quelque façon, d'exécuter sa fonction.

32. La Commission tient auprès de chacun des comités locaux d'orientation, conformément au règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu du paragraphe f de l'article 128, un fichier central des informations relatives aux enfants de la région ayant fait l'objet de l'application de mesures ou de décisions prises en vertu de la présente loi. Ce fichier est à l'usage exclusif de la Commission, du comité et du conseil de surveillance de la région.

Une information relative à un enfant ne peut toutefois être conservée pendant plus de 10 ans ou après que l'enfant a atteint l'âge de 18 ans.

Section 2 - Conseils de surveillance

33. La Commission constitue un conseil de surveillance pour chacune des régions qu'elle détermine conformément à l'article 24.
34. Un conseil de surveillance est formé du nombre de personnes que la Commission estime adéquat, pas moindre que 5.

35. L'avocat désigné par le ministre de la justice pour faire partie du comité local d'orientation, ainsi que la personne déléguée par le centre de services sociaux du territoire aux mêmes fins, sont membres du conseil de surveillance. Les autres membres sont choisis par la Commission parmi les résidents de la région qui démontrent un intérêt à la protection de la jeunesse.

Le tiers des premiers membres nommés parmi les personnes qui résident dans la région est nommé pour un an, le tiers pour 2 ans et le tiers pour 3 ans.

Par la suite, tous les membres choisis parmi les personnes qui résident dans la région sont nommés pour 3 ans.

36. Un conseil de surveillance désigne, parmi ceux de ses membres qui résident dans la région, celui qui fait partie du comité local d'orientation formé en vertu de l'article 24. Le conseil doit faire en sorte que tous ses membres fassent partie du comité à tour de rôle.

37. Un conseil de surveillance a pour fonction de surveiller l'application générale de la présente loi dans la région pour laquelle il est formé, d'informer la population sur les dispositions de la présente loi, de recevoir et d'étudier les plaintes du public et d'effectuer toutes autres tâches qui peuvent lui être confiées par la Commission ou le ministre.

38. Les personnes que la Commission nomme auprès d'un conseil de surveillance et qu'elle autorise par écrit à cette fin peuvent pénétrer, en tout temps convenable, dans tous lieux dans lequel se trouve, présumément, un enfant à qui est appliquée une mesure prise en vertu de la présente loi.

39. Les membres d'un conseil de surveillance ne reçoivent aucun traitement à ce titre mais peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

Les membres choisis parmi les personnes qui résident dans la région peuvent cependant être rémunérés

pour participer aux travaux d'un comité local d'orientation, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

40. Les membres d'un conseil de surveillance restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

41. Toute vacance parmi les membres d'un conseil de surveillance est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre.

Section 3 - Directions de la protection de la jeunesse

42. Est instituée une direction de la protection de la jeunesse dans chacun des centres de services sociaux.

Cette direction est placée sous l'autorité d'un directeur nommé par le conseil d'administration du centre après consultation du directeur général

et du conseil de protection de la jeunesse de l'établissement, formé en vertu de l'article 74a de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

La direction peut être formée des travailleurs sociaux, psychologues, criminologues, psycho-éducateurs, avocats, médecins et autres personnes jugées nécessaires à son bon fonctionnement.

43. La direction de la protection de la jeunesse d'un centre de services sociaux doit être accessible et fournir des services en permanence, tous les jours de la semaine, 24 heures par jour.

44. Les pouvoirs et obligations que la présente loi attribue au directeur peuvent être délégués par un mandat général ou spécifique donné par écrit à l'une des personnes mentionnées au troisième alinéa de l'article 42 ou à un agent de la paix. Les pouvoirs et obligations ainsi délégués deviennent alors les pouvoirs et obligations de cette personne. Un tel mandat fait preuve prima facie de son contenu.

45. Pour les fins de la présente loi, le directeur jouit de tous les pouvoirs d'un agent de la paix; il a le droit, en cette qualité et sur identification adéquate, de pénétrer dans tout lieu où se trouvent présumément un ou plusieurs enfants dont il soupçonne que la sécurité, le développement ou la santé sont en danger et il peut obtenir des adultes qui se trouvent dans de tels lieux toutes les informations dont ils disposent concernant ces enfants.

CHAPITRE IV

PROTECTION SOCIALE

Section 1 - Sécurité, développement et santé d'un enfant

46. Toute personne, même liée par le secret professionnel, qui a des raisons de croire que la sécurité, le développement ou la santé d'un enfant sont en danger, peut signaler sans délai la situation au comité local d'orientation de la région où se trouve l'enfant ou à la Commission.

Si l'enfant est en danger pour cause de mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence, toute personne est tenue de signaler sans délai la situation au comité ou à la Commission.

47. Tout enfant peut signaler une situation relative à lui-même ou ses frères et soeurs.

Tout adulte est tenu d'apporter l'aide requise à un tel enfant pour lui permettre de saisir le comité ou la Commission.

48. Au sens de la présente loi, la sécurité, le développement ou la santé d'un enfant peuvent être considérés en danger si, notamment:

- a) l'enfant ne bénéficie pas de conditions matérielles d'existence appropriées à ses besoins et proportionnelles aux ressources de sa famille;
- b) le développement émotif ou mental de l'enfant est mis en péril par le rejet de la part de ses parents ou par privation d'affection;
- c) l'enfant est attaché ou maintenu dans un isolement excessif ou privé sans motif raisonnable de contacts avec des personnes extérieures à sa famille;
- d) l'enfant est privé par la volonté ou la négligence de ses parents de soins médicaux, hospitaliers ou autres, nécessaires à sa santé et son bien-être;

- e) l'enfant est délaissé ou abandonné par ses parents ou est privé de parents par leur mort, leur disparition, leur invalidité totale ou leur emprisonnement;
- f) l'enfant est sous la garde d'une personne dont le comportement ou le mode de vie risque d'entraîner l'enfant à la délinquance ou de créer pour lui un danger moral ou physique;
- g) l'enfant, s'il est d'âge scolaire, ne fréquente pas l'école ou s'en absente fréquemment et sans raison;
- h) l'enfant est soumis à des mauvais traitements physiques par suite d'excès ou de négligence;
- i) l'enfant est forcé ou induit à mendier, à faire un travail disproportionné à ses forces ou à se produire en spectacle de façon inappropriée eu égard à son âge;
- j) l'enfant commet des actes contraires aux dispositions d'une loi du Canada, d'une loi du Québec ou d'un règlement municipal;
- k) les parents de l'enfant cherchent à se dégager de leurs responsabilités envers lui.

49. Lorsque la Commission est saisie d'une situation visée à l'article 48, elle en avise sans délai le secrétaire du comité local d'orientation de la région où se trouve l'enfant.
50. Aucune action civile ne peut être intentée en raison du fait qu'une personne a, de bonne foi, signalé une situation visée à l'article 48, ou toute autre situation permettant raisonnablement d'affirmer que la sécurité, le développement ou la santé d'un enfant sont en danger.

Nul ne peut être contraint de dévoiler l'identité d'une personne qui a signalé une situation visée à l'article 48.

51. Le comité local d'orientation, lorsqu'il est saisi du cas d'un enfant:

- a) effectue sans délai une évaluation de la situation;
- b) applique les mesures provisoires qui s'imposent de façon urgente, y compris le retrait immédiat de l'enfant du lieu où il se trouve;

- c) dans le cas où des mesures sont déjà appliquées par la direction de la protection de la jeunesse d'un centre de services sociaux, achemine l'information à cette direction avec les recommandations qu'il croit appropriées et exige un rapport sur la situation que le directeur doit fournir dans les 72 heures.

52. Lorsqu'il a évalué une situation au sens du paragraphe a de l'article 51, le comité décide si la santé, la sécurité ou le développement de l'enfant sont en danger et s'il doit être pris en charge.

Lorsqu'il décide qu'un enfant doit être pris en charge, le comité local d'orientation confie le cas à un directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de services sociaux avec instructions:

- a) de mettre en application les mesures de protection que le comité suggère ou toutes autres que le directeur juge plus appropriées; ou
- b) de référer le cas à la Cour.

Le directeur auquel un cas est confié est celui du centre de services sociaux du territoire où l'enfant se trouve ou de celui où il réside.

Lorsque le comité local d'orientation décide que la santé, la sécurité ou le développement de l'enfant ne sont pas en danger, il avise la personne qui avait fait part de la situation, et informe l'enfant et ses parents de la manière qu'il juge à propos.

53. Si une personne chargée d'une enquête en vue d'une évaluation est gênée dans l'exécution de son travail au point de ne pouvoir s'en acquitter ou si le comité l'estime autrement indispensable à l'exercice de ses responsabilités, il peut obtenir, par une requête assermentée et motivée, présentée à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions ou de la Cour de bien-être social:

- a) un mandat permettant d'entrer au besoin par la force dans un lieu pour se rendre compte de la présence ou de l'état d'un enfant qui s'y trouve;
- b) un mandat permettant de soustraire un enfant à ses parents et ce malgré leur opposition; ou

- c) une ordonnance enjoignant tout adulte de poser ou de s'abstenir de poser un acte dont l'exécution ou l'omission selon le cas compromettrait la sécurité, le développement ou la santé d'un enfant.

Il n'est pas indispensable que le comité fournisse précisément l'âge ou le nom de l'enfant pour qu'un mandat ou une ordonnance soit émis conformément au présent article.

Lorsque le comité soustrait un enfant à ses parents conformément au paragraphe b, il doit immédiatement le confier au directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux du territoire où se trouve l'enfant ou de celui où il réside.

Section 2 - Mesures volontaires

- 54. L'évaluation prévue au paragraphe a de l'article 51 a pour but de déterminer si l'enfant se trouve dans une situation qui met en danger sa sécurité, son développement ou sa santé.

55.

Lorsque, de l'avis du comité, des mesures provisoires s'imposent de façon urgente, le comité peut, en attendant que des mesures plus permanentes puissent être prises à l'égard de l'enfant:

- a) le laisser à la garde de toute personne ou institution sous la garde de qui il se trouve; ou
- b) requérir un directeur de le faire héberger sans délai dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil, ou dans un lieu de détention, au sens de la Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21).

Toutefois, un enfant ne peut être hébergé à titre provisoire dans une cellule, une prison ou autre lieu de détention que s'il se trouve dans un cas visé à l'article 59 et sur la recommandation du comité.

Il ne doit alors en aucun temps y être en contact avec des prisonniers adultes; il incombe à la personne responsable du lieu de détention de s'assurer de la séparation ininterrompue entre l'enfant et les prisonniers adultes.

Les frais encourus pour le transport, le gîte et le

couvert d'un enfant confié à titre provisoire à une famille d'accueil ou à une institution autre qu'un établissement sont à la charge du directeur.

Durant cette période, le directeur peut autoriser la prestation de services médicaux et d'autres soins qu'il juge nécessaires sans le consentement des parents ni l'ordre de la Cour.

Un hébergement provisoire en centre d'accueil, en famille d'accueil ou en lieu de détention, visé au présent article, ne peut, s'il n'est pas volontaire, se prolonger au-delà de 72 heures sans une ordonnance de la Cour à cet effet. La Cour peut rejeter ou confirmer cette mesure provisoire. La décision de la Cour qui confirme l'hébergement provisoire ne peut avoir d'effet pour une durée supérieure à 20 jours.

56. Le directeur doit effectuer des analyses périodiques sur chaque cas d'un enfant qui lui est confié.

Une analyse a pour fin de déterminer si la situation dans laquelle se trouve présentement l'enfant justifie des mesures additionnelles ou des mesures différentes de celles qui sont déjà appliquées, le cas échéant.

57. La personne qui effectue une investigation en vertu de l'article 30, une évaluation aux fins de l'article 51 ou une analyse conformément à l'article 56 peut interroger, en tout temps, toute personne au courant des faits relatifs au cas sous étude. Mention doit alors être faite du caractère confidentiel des informations recueillies, conformément à l'article 58.

La Cour peut, sur requête écrite, délivrer une ordonnance enjoignant à une personne visée au premier alinéa de se présenter au comité local d'orientation ou au centre de services sociaux, ou de recevoir la personne qui effectue l'investigation, l'évaluation ou l'analyse. Telle ordonnance doit être signifiée au moins 48 heures avant l'heure fixée pour la rencontre.

58. Nonobstant toute autre disposition inconciliable, les informations recueillies par une personne qui effectue une investigation, une évaluation ou une analyse et qui pourraient éventuellement être utilisées pour incriminer l'enfant, ses parents ou toute autre personne, en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C., 1970, chapitre J-3), le Code criminel du Canada ou une loi du Québec, sont con-

fidenciales et ne peuvent être comunicadas
qu'à una persona obrando en el seno de la di-
rección de la protección de la juventud del cen-
tro de servicios sociales del territorio, al con-
sejo de vigilancia de la región o al comité
local d'orientación. Ellos no pueden notam-
ente ser comunicadas al niño o sus pa-
rentes, ni a la Corte.

59. Cuando un niño de 14 años o más:

a) a cometido o puede ser sospechado de haber cometido
un crimen que, si lo hubiera cometido un a-
dulto, habría podido entrañar 3 años de deten-
ción o más; o

b) a déjà été trouvé coupable par la Cour à plu-
sieurs reprises antérieurement pour infraction
à une loi ou un règlement;

el comité local d'orientación o el director debe
sin demora en informar la Corte y referirle el
caso para que ella ponga en aplicación las
medidas de protección que el comité o el direc-
tor sugiere o todas otras que ella juzga más ap-
ropiadas.

60. Lorsque le comité local d'orientation a confié un enfant au directeur, celui-ci communique avec les parents de l'enfant pour leur recommander d'accepter les mesures qui doivent être prises pour assurer la protection de l'enfant. Si l'enfant est âgé de 14 ans ou plus, le directeur communique aussi avec l'enfant. Le directeur peut de la même manière, en tout temps, suggérer des modifications à des mesures déjà appliquées.
61. Les parents de l'enfant et l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, peuvent faire valoir les motifs pour lesquels ils n'acceptent pas les mesures suggérées et discuter avec le directeur de mesures qu'ils croient eux-mêmes opportunes.
62. Le directeur dispose d'un délai de 20 jours pour obtenir le consentement des parents et de l'enfant le cas échéant aux mesures recommandées. Le directeur doit informer les parents et l'enfant s'il y a lieu, de leur droit de ne pas accorder leur consentement ainsi que du délai prévu au présent article. Si le consentement n'a pas été donné dans le délai ci-haut visé, à moins que le juge n'en autorise l'extension, le directeur doit saisir la Cour, conformément à l'article 70.

63. Lorsque l'enfant est provisoirement soustrait à la garde de ses parents conformément à une décision rendue conformément au paragraphe b de l'article 55, le délai mentionné à l'article 62 commence à courir à compter du jugement confirmant la mesure provisoire.

64. Le consentement des parents et de l'enfant doit être constaté de la manière prévue aux règlements.

65. Les mesures volontaires qui peuvent être suggérées par un comité local d'orientation ou un directeur, chacun selon les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi, peuvent être notamment l'une ou l'autre des mesures suivantes ou plus d'une à la fois:

a) que l'enfant soit maintenu dans son milieu familial et que les parents s'engagent à faire rapport périodiquement au centre de services sociaux de l'évolution de leur enfant ou des mesures qu'ils appliquent à eux-mêmes ou à leur enfant pour corriger une situation antérieure;

- b) que certaines personnes s'abstiennent d'entrer en contact avec l'enfant;
- c) que l'enfant soit confié à d'autres personnes que celles qui en ont présentement charge;
- d) qu'une personne oeuvrant au sein de la direction de la protection de la jeunesse ou d'un établissement apporte aide, conseil ou assistance à l'enfant et sa famille;
- e) que l'enfant ou ses parents se présentent en personne, à intervalles réguliers, au centre de services sociaux ou que le directeur effectue certaines rencontres et contrôles;
- f) que les parents fassent en sorte que l'enfant reçoive certains services de santé ou que les parents consentent à ce que le directeur fasse en sorte que les services médicalement nécessaires soient fournis à l'enfant;
- g) que l'enfant soit hébergé dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil déterminé par le centre de services sociaux, pour une période déterminée.

Toute autre mesure volontaire non énumérée au présent article peut être retenue.

66. Une mesure volontaire acceptée en vertu du présent chapitre est exécutée sous l'autorité du directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux qui en surveille l'application.

Le centre de services sociaux doit prendre les mesures appropriées pour faciliter la réalisation des conditions inhérentes aux mesures volontaires et pour faciliter l'accès à toute personne ou établissement pouvant en faciliter l'exécution.

Un directeur doit aviser le comité local d'orientation qui lui a confié un cas de toute mesure appliquée ainsi que de toute modification à telle mesure.

67. Un placement volontaire dans une famille d'accueil ou un centre d'accueil ne peut durer plus de 6 mois.

Cependant, s'il se révèle nécessaire que le placement volontaire dure plus de 6 mois, le directeur peut en prolonger la durée pour des périodes successives, de 6 mois ou moins à la fois. Il doit alors aviser le comité local d'orientation qui lui a confié le cas.

Lorsque de l'avis du directeur, un placement volontaire doit se terminer mais que les parents refusent cette mesure, celui-ci peut saisir la Cour conformément au paragraphe a de l'article 70.

68. Lors d'un placement volontaire, le centre de services sociaux ou le centre d'accueil peut assumer une partie du coût du placement et des dépenses nécessaires aux besoins de l'enfant. Toutefois, les parents doivent contribuer au moins le montant fixé par règlement adopté en vertu de l'article 116 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

CHAPITRE V

PROTECTION JUDICIAIRE

Section 1 - Juridiction

69. En matière de protection de la jeunesse, la Cour a compétence privativement à tout autre tribunal. Les affaires sont instruites dans le district où

est située la résidence de l'enfant, ou de celle de ses parents, à moins que, vu les circonstances, il ne soit préférable d'instruire l'affaire dans un autre district.

70. Outre les cas visés à l'article 59, le directeur saisit la Cour du cas d'un enfant:
- a) lorsque les parents et l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, ne parviennent pas à un accord avec le directeur sur les mesures volontaires à appliquer;
 - b) lorsque les parents et l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, ne parviennent pas à un accord avec le directeur sur des modifications suggérées aux mesures volontaires;
 - c) lorsque les parents et l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, ne collaborent pas à l'application des mesures volontaires.

71. Lorsque le directeur réfère un cas à la Cour, il doit en aviser le comité local d'orientation; celui-ci peut alors se faire représenter devant la Cour.

72. En tout temps après que le cas d'un enfant a fait l'objet d'une prise en charge par le directeur, les parents d'un enfant ou l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, peuvent saisir la Cour.

73. Un comité local d'orientation peut aussi saisir la Cour d'un cas d'un enfant pris en charge par le directeur.

Lorsque le comité local d'orientation saisit la Cour en vertu du présent article, il donne les motifs de sa démarche.

74. La Cour est saisie en vertu des articles 59, 70 ou 73 par le dépôt d'une déclaration indiquant le nom de l'enfant et de ses parents, leur adresse, leur âge et, sommairement, les faits qui donnent lieu de croire que la sécurité, le développement ou la santé de l'enfant sont en danger.

Copie de la déclaration doit être signifiée dans les 24 heures de son dépôt aux parents, et à l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus.

75. La Cour est saisie en vertu de l'article 72 au moyen d'une déclaration indiquant le nom de l'enfant et de ses parents, leur adresse, leur âge, le comité local d'orientation où le cas a fait l'objet d'une évaluation, les mesures volontaires suggérées par le comité et les conclusions recherchées par le déclarant.

Tout fonctionnaire de la Cour ou toute personne oeuvrant au sein d'un centre de services sociaux doit venir en aide à une personne qui désire produire une déclaration en vertu du présent article.

76. Lorsque la Cour est saisie du cas d'un enfant en vertu de la présente loi, elle peut utiliser les informations fournies par le déclarant mais elle doit procéder elle-même à toute l'enquête qui donne ouverture à sa décision.

Toutefois, un déclarant ne peut être contraint à témoigner sur les faits relatifs à un cas visé à l'article 59.

77. Lorsque la Cour est saisie d'une mesure provisoire d'hébergement obligatoire en vertu de l'article 55, le juge détermine d'après la preuve qui lui est soumise si la situation dans laquelle se trouverait l'enfant, s'il demeurerait avec ses parents, serait susceptible de lui causer un tort sérieux, abstraction faite de toute autre mesure volontaire ou obligation à laquelle il serait concevable d'assujettir le retour de l'enfant dans sa famille. S'il est démontré que le maintien ou le retour de l'enfant chez ses parents serait susceptible de lui causer un tel tort, le juge doit confirmer ou ordonner, le cas échéant, l'hébergement obligatoire de l'enfant à titre provisoire.

Tout centre d'accueil est alors tenu d'admettre et recevoir l'enfant qui fait l'objet d'une telle mesure.

78. Nonobstant toute disposition inconciliable de toute autre loi, la Cour ne peut être saisie du cas d'un

enfant en vertu de la présente loi, de toute autre loi du Québec ou de la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C. 1970, chapitre J-3) que:

- a) dans les cas visés aux articles 59, 70, 72 ou 73;
- b) s'il y a eu hébergement obligatoire provisoire conformément à l'article 55; ou
- c) s'il y a nécessité d'une ordonnance en vertu des articles 53, 57 ou 105.

79. La Cour peut siéger à toute heure, à tout endroit du Québec.

80. Le greffier expédie par courrier enregistré un avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition au moins 10 jours et pas plus de 30 avant celle-ci.

L'avis est expédié aux parents de l'enfant et à leur avocat. Il est aussi expédié à l'enfant si celui-ci est âgé de plus de 14 ans.

En cas d'urgence, la Cour prescrit la façon d'aviser les intéressés.

81. L'avis visé à l'article 80 doit indiquer le droit de l'enfant et de ses parents d'être représentés par un avocat ou de s'en faire désigner un d'office.
82. La Cour entend les personnes intéressées ou les avocats qui les représentent.
83. L'enquête a lieu à huis clos et sans publicité.
- Toutefois, le juge peut admettre à l'audition des personnes qui, à son avis, ont un intérêt dans l'affaire.
- Il doit en outre admettre à l'audition tout membre de la Commission qui en fait la demande et toute personne que la Commission autorise par écrit à assister aux séances de la Cour.
84. Nul ne peut publier quoi que ce soit qui révèle le nom d'un enfant dont le cas est étudié par la Cour ou de ses parents ni aucune information permettant de les identifier.

85. Si l'intérêt de l'enfant l'exige, le juge peut le dispenser de comparaître.

Toutefois, lorsqu'un enfant est âgé de 14 ans ou plus, le juge doit, dans la mesure du possible, s'efforcer d'obtenir son adhésion aux mesures envisagées.

86. Les articles 280 à 331 du Code de procédure civile s'appliquent aux auditions devant la Cour en autant qu'ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

87. Après avoir terminé son enquête mais avant de rendre une décision sur les mesures applicables, la Cour doit obtenir de la direction de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux du territoire, une étude de la situation sociale de l'enfant. Le directeur peut à sa discrétion ou doit, si la Cour le requiert, y joindre une évaluation psychologique ou médicale de l'enfant et des membres de sa famille ou toute autre expertise qui peut être utile.

Le coût de ces études, évaluations ou expertises est à la charge du directeur.

L'enfant et ses parents doivent se soumettre à l'enquête conduite par un directeur pour effectuer l'étude et l'évaluation visées au présent article.

Si l'enfant ou ses parents refusent de se soumettre à une enquête, celle-ci n'a pas lieu; le fait est consigné dans un rapport transmis à la Cour et celle-ci doit tenir compte de ce manque de collaboration dans sa décision.

88. Le contenu des études et évaluations visées à l'article 87 doit être transmis aux avocats des parties; ceux-ci peuvent en contester les données ou les conclusions par tous les moyens légaux.

La Cour peut, lorsqu'il y a contestation d'une étude ou évaluation, exiger que le directeur fasse reprendre à ses frais l'expertise contestée par une autre personne ayant des qualifications professionnelles égales ou supérieures à celles de la personne qui a effectué la première expertise.

89. La Cour rend une décision écrite et motivée. Si les recommandations du directeur ou, le cas échéant,

du comité local d'orientation ne sont pas retenues en tout ou en partie, la décision doit contenir les motifs détaillés du rejet.

90. Si la Cour en vient à la conclusion que la sécurité, le développement ou la santé de l'enfant ne sont pas en danger, l'enfant réintègre son milieu familial et le dossier est fermé.

Si la Cour en vient à la conclusion que la sécurité, le développement ou la santé de l'enfant sont en danger, elle indique les mesures qu'elle croit opportunes et confie le dossier au directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux du territoire afin que celui-ci veille à leur application.

La Cour peut notamment ordonner l'hébergement obligatoire de l'enfant dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil à être déterminé par le directeur, pour une période fixe ou variable; elle peut aussi ordonner la déchéance de la puissance paternelle, la tutelle permanente du directeur ou toute mesure visée à l'article 65.

Si toutefois la Cour en vient à la conclusion qu'un enfant âgé de 14 ans ou plus:

- a) a commis un crime qui, s'il avait été commis par un adulte, aurait pu entraîner 3 années de détention ou plus; ou
- b) a été si souvent trouvé coupable par la Cour pour infraction à une loi ou un règlement que les moyens ordinaires de protection doivent être considérés comme ne pouvant plus lui être applicables de façon efficace,

la Cour peut ordonner son hébergement obligatoire dans un établissement de détention au sens de la Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21) pour la période qu'elle fixe.

91. Si la Cour est incertaine quant à l'opportunité d'ordonner l'application de mesures à l'égard de l'enfant ou de ses parents, elle peut suspendre sa décision ou l'application des mesures envisagées pour une période qu'elle détermine. A la fin de la période, la Cour peut faire une nouvelle enquête sur tout fait nouveau survenu depuis la suspension.

92. Lorsqu'une requête en divorce ou en séparation de corps est pendante ou lorsqu'un jugement de divorce ou de séparation de corps statuant sur la garde de l'enfant a été prononcé par la Cour supérieure entre le père et la mère, la Cour ne peut statuer sur ladite garde à moins que, dans les cas où jugement a été rendu, des faits nouveaux suffisamment sérieux pour modifier la décision dans l'intérêt de l'enfant ne soient survenus depuis le jugement.

93. Toute décision de la Cour est exécutoire du moment qu'elle est prononcée et toute personne qui y est visée doit s'y conformer sans délai.

94. Copie de la décision de la Cour ou de toute ordonnance relative à une affaire qui concerne l'enfant est adressée sans délai au directeur, au comité local d'orientation, aux parents, et à l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus.

L'original est versé au dossier de la Cour et est conservé par le greffier.

95. Les parents, l'enfant lui-même, lorsque celui-ci est âgé de 14 ans ou plus, ainsi que le directeur peuvent en tout temps demander à la Cour de réviser sa décision.
96. Un dossier est conservé par la Cour jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 21 ans. Il peut ensuite être détruit, sauf si l'enfant se trouve dans un des cas visés à l'article 59.
97. Un dossier de la Cour est confidentiel. Nul ne peut en prendre connaissance sauf:
- a) les personnes qu'il vise ou leur avocat;
 - b) le directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux du territoire;
 - c) le procureur de la poursuite dans les cas où un dossier est constitué en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants (Statuts Révisés du Canada, 1970, chapitre J-3);

- d) la Commission, le conseil de surveillance de la région et un comité local d'orientation.

Toutefois, si l'enfant est hébergé dans un établissement à la suite de la décision de la Cour, l'étude de la situation sociale de l'enfant et les évaluations ou expertises fournies à la Cour doivent être communiquées au directeur général de cet établissement.

Section 2 - Appel

98. Il y a appel à la Cour supérieure du district judiciaire où l'affaire a été entendue de toute décision de la Cour rendue en vertu de la présente loi:
- a) si les motifs de faits ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;
 - b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;
 - c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

La Cour supérieure détermine, selon la nature de l'appel, les cas où une transcription de la preuve doit être produite devant elle.

99. L'enfant lui-même, s'il est âgé de 14 ans ou plus, le directeur, la Commission et les parents ont qualité aux fins de l'appel.
100. L'appel est formé par la signification au greffe de la Cour et aux parties, et par la production dans les 30 jours de la décision, au greffe de la Cour supérieure, d'un avis d'appel identifiant la décision frappée d'appel et indiquant la date à laquelle l'appelant entend procéder.
101. Cet appel est entendu d'urgence et à huis-clos par procès de novo devant la division de pratique de la Cour supérieure.

102. L'appel régulièrement inscrit suspend l'exécution de la décision de la Cour à moins qu'un juge de la Cour supérieure, sur requête d'une partie, n'ordonne l'exécution provisoire de la décision ou l'exécution provisoire de quelque autre mesure.

103. La Cour supérieure, après avoir entendu les parties et leurs procureurs, peut confirmer, annuler ou modifier la décision de la Cour, ou rendre toute décision qui aurait dû être rendue par celle-ci.

Section 3 - Dispositions diverses

104. Si un enfant atteint l'âge de 18 ans alors que des procédures ont été commencées devant la Cour en vertu de la présente loi, celles-ci sont poursuivies devant l'instance et de la manière déterminée par la Cour.

105. Si une personne refuse de se soumettre à un ordre donné en vertu de la présente loi, un juge de la

Cour peut délivrer une ordonnance enjoignant la personne de qui émane le refus de s'y soumettre.

106. L'ordonnance visée à l'article 105 s'obtient sur requête écrite de la Commission, d'un comité local d'orientation ou d'un directeur.

107. L'ordonnance est signifiée à la personne de qui émane le refus; elle peut être exécutée par tout agent de la paix.

108. Lorsqu'un ordre est rendu conformément aux sous-paragraphes d, e, f, g, h ou i du paragraphe 1 de l'article 20 de la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C. 1970, chapitre J-3), l'enfant est confié à un centre de services sociaux et le directeur de la protection de la jeunesse est chargé d'exécuter l'ordre rendu.

Aucun ordre en vertu des sous-paragraphe h ou i du paragraphe 1 dudit article 20 ne peut être rendu par la Cour à moins que celle-ci n'ait pris connaissance des études, évaluations ou expertises effectuées conformément à l'article 87.

Un directeur peut en tout temps demander à la Cour de modifier un ordre rendu conformément au paragraphe 1 de l'article 20 de ladite Loi sur les jeunes délinquants.

109. Lorsque, par jugement d'un tribunal compétent rendu dans une autre province du Canada ou un autre pays, les droits des parents d'un enfant ont été établis, précisés, modifiés, annulés ou de quelque manière visés, ce jugement doit être considéré comme exécutoire au Québec à moins que n'intervienne, sur le même objet, un jugement de la Cour ou d'un autre tribunal du Québec.

CHAPITRE VI

MESURES D'INTERVENTION

Section 1 - Hébergement obligatoire

110. Sous réserve de l'article 55, un enfant ne peut être soumis à un hébergement obligatoire sans une

ordonnance de la Cour à cet effet et aux conditions énoncées dans cette ordonnance.

111. Lorsque la Cour ordonne l'hébergement obligatoire d'un enfant, elle charge le directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux qu'elle identifie de désigner un centre d'accueil ou une famille d'accueil où peut être reçu l'enfant et de voir à ce que l'hébergement soit effectué dans des conditions adéquates.

Tout centre d'accueil, désigné par un directeur conformément aux dispositions du présent article, est tenu de recevoir l'enfant visé par l'ordonnance. Celle-ci peut être exécutée par tout agent de la paix.

112. Au cours d'un hébergement obligatoire dans un établissement, l'enfant est soumis aux règlements internes de l'établissement, adoptés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

113. Le directeur désigné par la Cour conformément à l'article 111 doit transmettre sans délai à la Commission un avis donnant le nom de l'enfant, la date du début de l'hébergement et le lieu de l'hébergement.

Si un hébergement obligatoire se poursuit pendant 6 mois, le directeur doit transmettre, à l'expiration des 6 mois, un nouvel avis à la Commission. Il doit en outre transmettre un avis lorsque l'hébergement obligatoire se termine.

114. Copie du dossier complet tenu par le centre de services sociaux au sujet d'un enfant en hébergement obligatoire doit être transmise par le directeur à la Commission si celle-ci le requiert.

Outre les études, évaluations et expertises visées à l'article 87, le dossier comprend les conclusions et recommandations formulées par le directeur à l'intention de la Cour ainsi que la décision motivée de celle-ci.

115. Lorsqu'elle constate qu'un hébergement obligatoire se poursuit depuis au moins 6 mois, la Commission

peut charger une personne de rencontrer l'enfant ou ses parents, ainsi que le directeur chargé du cas.

116. L'hébergement obligatoire ou toute autre mesure non volontaire imposée en vertu de la présente loi se termine à l'expiration de la période fixée par l'ordonnance de la Cour.

Lorsqu'une période d'hébergement obligatoire se termine en cours d'année scolaire, le centre d'accueil doit continuer à héberger l'enfant jusqu'à la fin de l'année scolaire si l'enfant y consent; lorsque celui-ci est âgé de moins de 14 ans, l'hébergement se poursuit avec l'accord des parents.

Un hébergement obligatoire ne peut toutefois se poursuivre après le jour où l'enfant atteint l'âge de 18 ans à moins que l'enfant n'y consente ou que le directeur fasse valoir des motifs valables de poursuivre l'hébergement, auquel cas celui-ci peut se poursuivre jusqu'à l'âge de 21 ans sur ordre de la Cour.

117. Lorsqu'un enfant est hébergé en vertu de la présente loi ou en vertu du paragraphe 2 de l'article 20 de

la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C. 1970, chapitre J-3) le père ou la mère légitime ou adoptif doivent contribuer aux frais d'hébergement de leur enfant, au montant fixé par règlement adopté conformément à l'article 116 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1972, chapitre 48).

Section 2 - Tutelle du directeur

118. Un directeur peut adresser à la Cour supérieure une requête assermentée pour se faire nommer tuteur d'un enfant:
- a) lorsque l'enfant a fait l'objet d'une décision de la Cour en vertu de la présente loi et qu'il n'existe vraisemblablement aucune possibilité de permettre son retour éventuel auprès de ses parents sans danger pour lui;
 - b) lorsque l'enfant est abandonné, délaissé ou orphelin ou lorsque ses parents agissent de manière à se dégager de toutes responsabilités à son égard.

La Cour supérieure proclame la déchéance de la puissance paternelle et la tutelle permanente du directeur lorsqu'elle le juge à propos dans l'intérêt de l'enfant.

Un enfant confié à la tutelle du directeur est totalement à la charge et sous la responsabilité de ce dernier jusqu'à son adoption ou sa majorité. Le directeur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour faciliter l'adoption de l'enfant.

119. Lorsqu'il y a hébergement volontaire ou obligatoire d'un enfant dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil, le directeur agit temporairement comme tuteur d'office à l'enfant.

Section 3 - Dispositions pour faciliter la continuité
des mesures de protection

120. Une personne à qui un directeur a consenti une délégation de pouvoirs lors de la prise en charge d'un enfant est responsable de l'enfant jusqu'à ce que le dossier soit fermé, que l'enfant soit confié par le directeur à une autre personne ou qu'intervienne une décision de la Cour.

Lorsqu'une personne est ainsi dégagée de sa responsabilité envers un enfant, cette décharge doit être attestée d'un écrit signé par le directeur.

121. Un directeur peut transférer la responsabilité d'un enfant à un autre directeur lorsque la résidence de l'enfant se trouve dans le territoire sous la juridiction du centre de services sociaux dans lequel oeuvre cet autre directeur. Le transfert ne peut toutefois être effectué si l'enfant continue d'être hébergé dans un endroit situé dans le territoire sous la juridiction du centre qui détient le dossier.
122. Le dossier d'un enfant est fermé lorsque celui-ci atteint l'âge de 18 ans ou plus tôt, si le directeur le juge à propos. Toutefois, dans le cas où des mesures appliquées avant que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans se poursuivent après cet âge, le dossier peut rester ouvert jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 21 ans.
123. Chaque directeur est responsable de la mise sur pied d'un système de dossiers cumulatifs sur chaque enfant ayant fait l'objet d'une prise en charge.

124. Copie de tout dossier détenu par un centre de services sociaux au sujet d'un enfant peut être remise à un autre centre de services sociaux, sur demande de celui-ci.

125. Lorsque la Cour rend une décision imposant une mesure obligatoire, le directeur de la protection de la jeunesse du centre de services sociaux doit prendre les mesures appropriées pour assurer la mise en application de ces mesures et pour rendre accessibles les services de tout professionnel ou établissement nécessaires pour y donner suite.

Il peut obtenir sur requête présentée à la Cour une ordonnance enjoignant à toute personne de s'abstenir de poser un acte ou de faire une chose qui est indispensable pour lui permettre de remplir sa tâche.

126. Pour remplir adéquatement ses fonctions, le directeur doit maintenir un contact fréquent avec l'enfant et sa famille et s'assurer une connaissance immédiate du milieu de vie de l'enfant.

127. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut placer sous le contrôle du ministre, dans la mesure et suivant les conditions et modalités qu'il fixe, une direction de la protection de la jeunesse d'un centre de services sociaux qui, d'après un rapport de la Commission ou du ministre, ne remplit pas adéquatement l'une ou l'autre des tâches, fonctions et obligations qui lui sont dévolues par la présente loi.

CHAPITRE VII

REGLEMENTATION

128. En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

- a) statuer sur la forme et la teneur de tout avis devant être donné en vertu de la loi;
- b) statuer sur les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard des enfants confiés à des familles d'accueil ou des centres d'accueil, les circonstances dans lesquelles ces mesures peuvent être prises et les personnes autorisées à les exécuter;

- c) indiquer la procédure d'inspection et de transmission du courrier adressé à un enfant hébergé dans un centre d'accueil ou une famille d'accueil;
- d) établir la forme et la teneur des engagements que doivent prendre les familles d'accueil à qui un enfant est confié;
- e) établir les modalités par lesquelles des parents ou enfants peuvent attester de leur consentement à des mesures volontaires, y compris les obligations qu'ils assument à cette occasion à l'égard les uns des autres ainsi qu'à l'égard du directeur;
- f) déterminer la forme et la teneur du rapport annuel que la Commission doit faire parvenir au ministre ainsi que du fichier central qu'elle doit tenir auprès de chacun des comités locaux d'orientation;
- g) déterminer le territoire sur lequel chacun des centres de services sociaux a juridiction pour exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi.

Tout projet de règlement en vertu du présent article est publié par le ministre dans la Gazette Officielle du Québec avec avis qu'à l'expiration d'au moins 90 jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

129. Tout règlement adopté ou approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette Officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

130. Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi ou refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de la présente loi, ou induit une personne à ne pas se conformer à un tel ordre ou l'empêche de s'y conformer, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais d'une amende d'au plus \$500. s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus \$1,000. s'il s'agit d'une corporation.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique à ces poursuites.

131. Quiconque refuse ou néglige de protéger un enfant dont il a la garde ou le soumet à des dangers physiques ou quiconque pose des actes de nature à mettre en danger la santé, le développement ou la sécurité d'un enfant est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais d'une amende d'au plus \$1,000. s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus \$5,000. s'il s'agit d'une corporation .

132. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est personnellement passible des peines prévues aux articles 109 et 110, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

133. Un agent de la paix, la Cour, la Commission, un comité local d'orientation, un directeur et toute autre personne que les fonctions amènent à traiter des cas d'enfants en danger doivent en tout temps appliquer

la présente loi de préférence à toute autre législation du Québec ou du Canada, sauf dans les cas où un enfant âgé de 14 ans ou plus a commis ou peut être soupçonné d'avoir commis un crime qui, s'il avait été commis par un adulte, aurait pu entraîner 3 années de détention ou plus; en ce dernier cas, la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C. 1970, chapitre J-3) peut être appliquée.

134. La Loi relative aux enfants trouvés placés dans certaines institutions (Statuts Refondus, 1941, chapitre 325) est abrogée.

135. L'article 106 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), modifié par l'article 6 du chapitre 7 des lois de 1966 et par l'article 64 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe a du second alinéa par le suivant:

"a) aux décisions et ordonnances en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse (1975, chapitre insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi);"

b) en retranchant le paragraphe c (6).

136. L'article 107 de ladite loi est modifié en supprimant le paragraphe a.
137. La présente loi remplace la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220).
138. La Loi de la clinique d'aide à l'enfance (Statuts refondus, 1964, chapitre 221) est abrogée.
139. L'article 290 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifié en ajoutant après le paragraphe premier le suivant:
- "Le juge peut suspendre la sentence et imposer tout ordre et toutes conditions qu'il estime être dans l'intérêt de l'enfant".
140. La Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est modifiée en insérant, après l'article 74, les suivants:

"74a. Un conseil de la protection de la jeunesse est institué dans chaque centre de services sociaux.

Ce conseil est constitué de toutes les personnes visées au troisième alinéa de l'article 42 de la Loi de la protection de la jeunesse (1975, inscrire ici le numéro de chapitre de la présente loi).

"74b. Le conseil de la protection de la jeunesse est responsable vis-à-vis du conseil d'administration du contrôle et de l'appréciation des actes posés par les personnes oeuvrant au sein de la direction de la protection de la jeunesse."

141. Toute décision, ordonnance ou recommandation rendue par un juge ou le ministre des affaires sociales en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220) continue à avoir effet et peut être modifiée comme si elle avait été rendue en vertu de la présente loi.

142. Le ministre de la justice est chargé de l'application des articles 11 à 41 et 69 à 117. Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application des autres articles de la présente loi.
143. Les sommes requises pour la mise en oeuvre de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1975-1976 et 1976-1977 à même les fonds consolidés du revenu et, par la suite, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la législature.
144. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

NOTE EXPLICATIVE

La présente loi remplace la Loi de la protection de la jeunesse (S.P. 1964, chapitre 220) et contient des dispositions sur:

- a) les droits des enfants;
- b) les organes de protection de la jeunesse (Commission de la protection de la jeunesse, comités locaux d'orientation, conseils de surveillance et directions de la protection de la jeunesse);
- c) la protection sociale de la jeunesse;
- d) la protection judiciaire de la jeunesse;
- e) les mesures d'intervention (hébergement obligatoire, tutelle du directeur);
- f) les pouvoirs de réglementation du lieutenant-gouverneur en conseil.